



CHILI, Vérité et Mémoire

Le site de l'Association des ex-prisonniers politiques chiliens - France

APPEL URGENT POUR LES PRISONNIERS DE LA RÉVOLTE AU CHILI

A tous ceux qui se battent pour la Dignité et la Justice, à ceux qui s'indignent

Depuis plus de trois semaines, différentes organisations civiles dénoncent les conditions inhumaines que le gouvernement de Piñera fait subir aux jeunes prisonniers de la révolte. Au traitement brutal que la gendarmerie a coutume d'infliger à tous les prisonniers, se sont ajoutées, ces derniers temps, les situations engendrées par la pandémie.

Tout cela accompagné de violences préméditées et de mensonges officiels.

La hiérarchie militaire, ou la "Justice", maintient les prisonniers isolés dans des cellules hermétiquement closes par des plaques de métal soudées aux barreaux, sans droit à un seul moment de sortie vers les cours, sans aucun suivi médical et contraints de supporter les graves malaises de l'infection virale.

Dans le but de les rabaisser, de les humilier et de les terroriser pour qu'ils ne participent pas aux nouvelles manifestations qui s'annoncent, l'emprisonnement des jeunes devient de plus en plus inhumain. Exemple : une cellule de 42 m², un WC et une douche, pour 21 prisonniers, dont beaucoup sont atteints de difficultés respiratoires et gastriques et d'autres conséquences de la Covid. Et ce, dans un isolement total.

Dans le même temps, les membres des forces de police qui ont commis divers crimes sont assignés à résidence et perçoivent un salaire. Sans compter que les hiérarchies corrompues, en uniforme ou non, qui ont participé à de gigantesques escroqueries, à des attentats ou des crimes, sont en liberté.

Que pouvons-nous attendre d'un régime civico-militaire, basé sur la répression du peuple et la soumission totale aux forces de l'argent et de la corruption ? Seule la volonté intense et puissante du peuple réussira à libérer les Prisonniers qui luttent.

La "justice" complète le tableau répressif. Toute décision d'un juge en désaccord avec le gouvernement fait immédiatement l'objet d'un appel. Cette "Justice" s'est permis d'annuler purement et simplement cinq décisions de juges locaux qui n'ont pas accepté de condamner un jeune homme à 20 ans de prison pour avoir mis le feu à un kiosque à journaux.

Cette même "Justice" accepte sans aucune considération les déclarations de "témoins protégés", c'est-à-dire de policiers infiltrés, qui fabriquent les preuves, modifient les vidéos ou simplement mentent sans vergogne. Des centaines d'accusés sont aujourd'hui jugés de cette manière.

Il s'agit simplement de la continuation civile de la dictature militaire.

La période qui s'ouvre actuellement avec des manifestations intenses et les élections d'avril, met en évidence la nécessité de poursuivre la défense des prisonniers de la révolte, d'autant plus que, par opportunisme honteux et calcul électoral, de nombreux partis politiques n'ont rien fait pour libérer les jeunes.

Le Collectif international de parrainage des prisonniers de la révolte, avec une représentation dans différents pays, continue de resserrer les liens avec les organisations civiles de défense des droits humains, ainsi qu'avec les proches des détenus.

C'est pourquoi nous appelons de manière urgente toutes les organisations progressistes du pays et de l'étranger à participer à la dénonciation des conditions dans lesquelles sont détenus les jeunes et à défendre la lutte pour la Dignité et la Justice.

Chacun d'entre nous doit veiller à ce que tous ceux qui ont été emprisonnés pour la révolte du 19 octobre soient libérés ! *Claudio Venturelli Helmuth Rudloff* Pour le Collectif International de Parrainage des Prisonniers Politiques pour la Révolte au Chili :

colinterparrainage.ppchiliens@gmail.com

Merci de diffuser cet appel

URL : <http://www.chiliveriteetmemoire.org/spip.php?article478>